



**Décision d'examen au cas par cas n° 2022-6366
en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Hauts-de-France

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Georges-François Leclerc, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2021 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°2022-6366, déposé complet le 5 juillet 2022 par la commune de Steenvoorde, relatif au projet de création d'un étang et du forage associé pour son remplissage, sur la commune de Steenvoorde, dans le département du Nord ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 22 novembre 2022 ;

Vu la décision n°2022-6282 du 4 juillet 2022 soumettant à étude d'impact le projet de forage initialement déposé par la commune de Steenvoorde au motif d'un projet plus vaste, comprenant la création d'un étang de loisir non précisé au dossier, et de sa localisation dans un bassin identifié en tension durable par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Artois-Picardie 2022 -2027 ;

Vu la décision tacite de soumission à étude d'impact du 9 août 2022 ;

Considérant que le projet, qui consiste à créer un étang et un forage en vue de l'alimentation de celui-ci, relève des rubriques 27 a) et 44 d) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumettent à examen au cas par cas tout forage pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres et tout équipement sportif, culturel ou de loisir et aménagements associés ;

Considérant que le futur forage permettra de prélever dans la nappe des sables du Landénien des Flandres un volume annuel maximal de 5 000 mètres cubes et que la surface de l'étang envisagée est de 2 000 mètres carrés ;

Considérant que les éléments fournis au dossier décrivent le projet dans sa globalité, tant pour le forage que pour l'étang ;

Considérant que le projet présente un volume de prélèvement très faible et que la nappe sollicitée est localement située à une profondeur importante, en déconnexion du réseau hydrographique superficiel ;

Considérant que le forage devra être conforme aux prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration ;

Considérant que le projet, qui constitue une excavation supérieure à 10 mètres au-dessous de la surface du sol, est soumis aux dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et qu'à ce titre il doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative¹ ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

Décide

Article 1^{er} :

La décision du n°2022-6282 du 4 juillet 2022 et la décision tacite de soumission à étude d'impact du 9 août 2022 sont retirées et remplacées par la présente décision.

Article 2 :

Le projet de création d'un étang et du forage associé pour son remplissage, sur la commune de Steenvoorde, dans le département du Nord, déposé par la commune de Steenvoorde, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 19 décembre 2022

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,

1 procédure disponible via le lien suivant : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/?-Declaration-de-forage-> ;

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai – CS 40 259 – 59 019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B – 92 055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).